



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la
protection des populations de l'Eure**

Environnement, santé et bien-être des animaux
32 rue Georges Politzer
27000 Évreux

Évreux, le 17/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2024

Publié sur **GÉORISQUES**

SCEA DE LA GALLINETTE

Références : esbea 2024 - 04126
Code AIOT : 0052700192

Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2024 dans l'établissement SCEA DE LA GALLINETTE. L'inspection a été annoncée le 11/10/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA DE LA GALLINETTE
- 27930 Guichainville
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Constats

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites	Proposition de délais
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 16.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Installations électriques et techniques	Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 16.3	Demande d'action corrective	30 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Exploitant titulaire de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 1.1
2	Gestion des effluents	Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 20,2

Fiches de constats

N° 1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 1.1
Prescription contrôlée : L'EARL DE LA GALLINETTE, exploitée par Monsieur Gilles COLSON dont le siège social est situé 18 rue de Chènevrières, Bérou à GUICHAINVILLE (27930) est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de GUICHAINVILLE, un élevage avicole de 270 000 animaux équivalents (poulettes démarrées) réparti sur 3 sites aux lieux-dit : « Clos Bérou », « Bois la Baronne » et « La Forge ».
Constats : Effectifs conforme avec 220 000 animaux équivalents. Actuellement 3 bâtiments avec 50000 volailles, un bâtiment avec 40 000 volailles. Le Clos Bérou est vide mais normalement il compte 30 000 volailles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 20,2
Prescription contrôlée : Les ouvrages de stockage des effluents sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. L'exploitant dispose d'un hangar de stockage de deux fumières couvertes entre 3 murs (hauteur de 2.30 m) de 400 m2 et 600 m2 situées respectivement sur les sites du « Bois de la Baronne » et de « La Forge ». Ces fumières permettent de stocker les fientes pendant une période 7 mois. Le transfert des fientes du site de « Bérou » s'effectue une à deux fois par semaine par remorque vers les fumières des deux autres sites.
Constats : Capacité conforme avec 2 fumières pouvant contenir 7 mois d'effluents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 16.2
Prescription contrôlée : La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre. Les extincteurs portatifs appropriés aux risques à combattre sont répartis judicieusement à raison de 6l de produit extincteur ou équivalent pour 200 m2 de plancher. En outre, la distance maximale pour atteindre l'extincteur le plus proche ne devra pas dépasser 20 m. Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fuel ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fuel, électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'établissement. Pour assurer la défense incendie, une borne à incendie est située à 200 m des sites de « Le Bois de la Baronne » et de « La Forge » et une autre dans le hameau de « Bérou ». Une réserve d'eau de 360 m3 est présente sur le site de « La Forge » et est utilisée dans le cadre de la défense extérieure contre l'incendie conformément aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10/12/1951 et de la circulaire préfectorale n° 274 du 13/02/90. Elle répond aux caractéristiques techniques d'aménagement suivantes :

<ul style="list-style-type: none"> - que la plate-forme d'utilisation offre une superficie de 32 m² (8x4) afin d'assurer la mise en œuvre aisée des engins des sapeurs-pompiers et la manipulation du matériel. L'accès à cette plate-forme devra être assuré par une voie engin de 3 m de large, stationnement exclu ; - que ce point d'eau soit accessible en toute circonstance clôturé et muni d'un portillon d'accès ; - qu'il soit signalé par une plaque normalisée (NFS 61-211) et curé périodiquement ; - que la hauteur d'aspiration soit inférieure à 6 m ; <p>que le volume d'eau contenu dans cette réserve soit constant en toute saison.</p>
<p>Constats : Travaux en cours suite au constat d'une fuite au niveau de la réserve actuelle. Projet d'installation d'une poche souple. Rendez-vous pris pour avis avec le SDIS le 11 décembre 2024. Contrôle des extincteurs réalisé le 10/10/2024. Borne incendie à 180 mètres du site avec un débit de 50m³/h.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2010, article 16.3</p>
<p>Prescription contrôlée : Les installations techniques (gaz, chauffage, fuel) sont réalisées et contrôlées conformément aux dispositions des normes et réglementations en vigueur. Les installations électriques et les installations de gaz sont réalisées conformément aux normes et réglementations en vigueur et maintenues en bon état. Elles sont contrôlées tous les ans par un organisme agréé. Lorsque l'exploitant emploie du personnel, les installations électriques sont réalisées et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations de gaz ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont conformes à la réglementation en vigueur au titre de la protection des travailleurs. Les rapports de vérification et les justificatifs de la réalisation des travaux rendus nécessaires suite à ces rapports sont tenus à la disposition des organismes de contrôle et de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats : Contrôle électrique réalisé au clos Bérou le 30/01/24, à Bois la Baronne le 05/03/24 et à la Forge le 06/05/24. Contrôle gaz fait en juin 2023. Contrôle cuve fuel non fait. Le contrôle annuel des cuves de fuel doit être réalisé et notifié dans le registre de sécurité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>